

Objectif Développement

N°19






Le billet des représentants français au sein des institutions financières internationales

Une publication bimestrielle de la DG Trésor réalisée en partenariat avec Business France et Medef International

Conçue à destination des entreprises s'intéressant aux activités et aux marchés des institutions multilatérales en charge du développement, cette lettre a pour objectif de leur transmettre une information utile à la construction ou à la poursuite de leurs projets, dans un environnement en perpétuelle évolution.

Rédigée par les représentants français auprès des institutions à vocation mondiale (Banque mondiale) mais aussi régionales en Europe (BERD, BEI, RP UE, CEB) comme hors Europe (BAfD, BID, BAsD, BAII, BIsD), elle traite des principaux sujets d'actualité de chacune de ces institutions et présente les opportunités de marché.

Ce 19^{ème} numéro se concentre sur les programmes mis en place par les différents IFIs pour répondre à la pandémie dans leurs zones respectives. En préambule il nous a paru utile de présenter les résultats des Assemblées de printemps de la Banque mondiale et du FMI, qui ont abouti à un accord suspendant le paiement du service de la dette pour les pays les plus pauvres. Fait notable, cet accord a réuni les créanciers du Club de Paris et des pays du G20. Un tableau synthétise les mesures des différentes IFIs en p.12.

Pour chaque institution figurent : l'adresse de son site Internet ainsi qu'un  **nom de contact** désigné comme le point d'entrée au sein de l'institution concernée. La rubrique  **Focus** développe le principal message que le correspondant souhaite transmettre. Enfin, la rubrique Brèves et liens utiles recense les  événements et  publications à noter tout comme les  Sites ou liens utiles. Les liens et icônes sont cliquables.

BILAN DES REUNIONS DE PRINTEMPS DU FMI ET DE LA BANQUE MONDIALE (14-17 AVRIL 2020) : DES RESULTATS CONCRETS POUR LES PAYS LES PLUS PAUVRES	2
BUSINESS FRANCE	3
MEDEF INTERNATIONAL.....	4
ORGANISATION DES NATIONS UNIES	4
BANQUE ASIATIQUE DE DEVELOPPEMENT (BASD)	5
BANQUE INTERAMERICAINE DE DEVELOPPEMENT (BID).....	6
BANQUE EUROPEENE POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DEVELOPPEMENT (BERD)	8
FINANCEMENTS EUROPEENS (RP UE)	9
TABLEAU DE SYNTHÈSE / MESURES PRISES PAR LES DIFFÉRENTES IFIS.....	10
AGENDA.....	14

BILAN DES REUNIONS DE PRINTEMPS DU FMI ET DE LA BANQUE MONDIALE (14-17 AVRIL 2020) : DES RESULTATS CONCRETS POUR LES PAYS LES PLUS PAUVRES

Rédigé par les services de la DG Trésor • Publié le 17 avril 2020

Du 14 au 17 avril, se sont tenues par visio-conférence les Réunions de printemps du FMI et de la Banque mondiale. Ces rendez-vous ont été précédés de réunions du G7, sous présidence américaine, et du G20, sous présidence saoudienne, au niveau des ministres des finances et des gouverneurs des banques centrales.



Réunion virtuelle du Comité monétaire et financier international du FMI le 16 avril 2020 : la directrice générale du trésor Odile Renaud-Basso aux côtés de Bruno Le Maire

Dans le contexte exceptionnel provoqué par la pandémie de Covid-19, cette séquence a permis aux institutions financières internationales et aux États de partager leurs analyses sur la gravité de la crise sanitaire et économique provoquée dans le monde entier par la pandémie et de coordonner leurs actions pour y remédier, au plan multilatéral, régional et national.

Ces réunions ont débouché sur plusieurs résultats concrets.

Tout d'abord, [un accord a été agréé par le Club de Paris et le G20](#) pour suspendre, à compter du 1er mai 2020, le paiement du service de la dette des États les plus pauvres. **C'est la première fois qu'un panel aussi large de créanciers s'entend sur une telle mesure**, qui pourrait bénéficier immédiatement à plus de 70 États.

Ces réunions ont également permis d'acter la mobilisation totale des instruments financiers des organisations internationales, principalement du FMI, de la Banque mondiale et des banques multilatérales de développement. On peut notamment citer le *doublement des plafonds de certains instruments d'aide d'urgence du FMI* et la *création d'une nouvelle facilité de liquidité de court-terme*.

La France a joué un rôle central durant ces réunions et leurs travaux préparatoires.

Elle a été en première ligne pour promouvoir une action rapide et coordonnée de la part des institutions financières internationales, qui mobilise tous les moyens possibles et nécessaires.

Le ministre de l'Économie et des Finances, au niveau politique, et la direction générale du Trésor, dans les réunions techniques, ont tout d'abord piloté l'initiative sur la dette au sein du Club de Paris et du G20. De même, au sein des groupes de travail du G20 «

Architecture financière internationale (IFA) » qu'elle co-préside et « Framework », la France a impulsé de nombreuses propositions d'actions des IFIs, telles que le ré-**abondement des fonds fiduciaires du FMI**. Elle a également contribué directement à l'effort financier collectif, par exemple en annonçant le doublement de sa contribution au Fonds pour la Réduction de la Pauvreté et la Croissance (FRPC/PRGT), qui passera d'environ 2,5 Md € à 5 Md €.

La France a également défendu les autres priorités de son action internationale. Elles concernent notamment la transition vers un modèle économique qui soit plus inclusif, en réduisant les inégalités, plus juste, via une réforme de la fiscalité et plus respectueux de la planète.

Enfin, la France a joué un rôle moteur tout au long de ces négociations afin de trouver un consensus sur des sujets parfois très sensibles politiquement. Ainsi a-t-elle œuvré, au sein du Club de Paris et au G20, pour obtenir l'accord sur le service de la dette, qu'ont accepté à la fois des pays membres du Club, comme les États-Unis, et d'autres qui n'en sont pas membres, comme la Chine ou l'Arabie saoudite.

« La France double sa contribution au fonds du FMI de réduction de la pauvreté en prêtant 2,5 Md €. Cela permettra au FMI de soutenir davantage les pays les plus pauvres face au #COVID19, notamment en Afrique. pic.twitter.com/rhWTCLX5fe — Bruno Le Maire (@BrunoLeMaire) [April 16, 2020](#) »

Voir le tableau synthétique des mesures des différentes IFIs en p.12

Liens utiles :

- ➔ [World Economic Outlook 2020 du FMI](#)
- ➔ [Le communiqué de la réunion des ministres des Finances et des gouverneurs des banques centrales du G20 du 15 avril 2020](#)
- ➔ [Le communiqué du Club de Paris relatif à la suspension du paiement du service de la dette des pays les plus pauvres du 15 avril 2020](#)
- ➔ [Le communiqué du ministre de l'Économie et des Finances à l'occasion de la réunion du G20 du 15 avril 2020](#)
- ➔ [Le communiqué du Comité monétaire et financier international du FMI \(CMFI\) du 16 avril 2020](#)
- ➔ [Le Communiqué du Comité du développement du 17 avril 2020](#)

BUSINESS FRANCE

☑ www.businessfrance.fr



Cécile Anthony-Clonts cheffe du service OIBF ✉

► **Point sur l'accompagnement proposé par Business France aux entreprises pour répondre aux demandes spécifiques des IFIs dans leur lutte contre le COVID-19**

Dans le cadre du plan de soutien initié par Business France destiné à informer les entreprises en temps réel de l'évolution du contexte international en période Covid-19 (<https://www.teamfrance-export.fr/infos-pays-covid-19>), son service OIBF (Organisations internationales et bailleurs de fonds) se mobilise via :

- La mise à disposition des entreprises d'une veille hebdomadaire des projets et appels d'offres émanant des acteurs de l'aide internationale et liés à la lutte

contre la pandémie, disponible sur le lien suivant <https://events-export.businessfrance.fr/marches-publics-internationaux/> (liste non-exhaustive et tous secteurs confondus) ;

- L'identification des entreprises et filiales en capacité de répondre aux besoins d'urgence sur sollicitation des IFI's ;
- La réalisation de points d'actualités quant à la mobilisation des IFI's lors de webinaires dédiés.

Replay webinaire du 27 avril (il faut s'inscrire pour y accéder) :

➔ [27 avril : Covid 19 - Réponse de l'aide internationale à l'urgence des pays en développement](#)

En parallèle, le service s'attache à appuyer les entreprises concernées dans leurs inscriptions aux registres de fournisseurs d'organisations internationales, dans la valorisation de leur savoir-faire auprès des décideurs publics et en les accompagnant sur les projets les plus porteurs.

➔ <https://events-export.businessfrance.fr/marches-publics-internationaux/>

Le prochain webinaire est prévu pour le 26 mai : « Covid 19 : l'action des banques de développement face à la crise » : <https://www2.teamfrance-export.fr/l/591721/2020-04-29/vq5j1z>

Pour rappel, Business France recense également et met à disposition des entreprises les **actions de l'aide internationale dans le cadre de la réponse à l'urgence COVID 19 et de la gestion du post-crise** (projets et AOI). Cette veille est mise à jour de façon hebdomadaire et permet aux entreprises de dresser le panorama des actions en cours, voire de se positionner. BF se propose de les accompagner dans ces différentes démarches. ➔ https://www.linkedin.com/posts/businessfranceexport_laide-internationale-dans-le-contexte-du-activity-6654367593131974656-tx00

➔ <https://events-export.businessfrance.fr/marches-publics-internationaux/>

MEDEF INTERNATIONAL

☑ www.medefinternational.fr

👤 Antonin d'Ersu, chargé de projets IFIs ✉

► Organisation de webinaires

MEDEF International organise des webinaires sur des sujets tels que : la réponse de la Banque asiatique de développement à la crise du COVID ; la continuité des services essentiels - avec la Banque mondiale et la SFI.

MEDEFi a de plus confirmé un webinaire avec Philippe O'Quin, Administrateur de l'AiIB, le 9 juin avec Business France. D'autres événements sont en cours de validation.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES

☑ https://www.tresor.economie.gouv.fr/RP-DP/817_et_www.un.org/fr

👤 Ariane JOAB-CORNU, SE New York-ONU ✉

👤 Frédéric GLANOIS, CSE New York-ONU ✉

► Lancement d'un plan de réponse des Nations-Unies sur l'impact socio-économique de la crise du COVID-19

En réponse à la crise du COVID-19, l'ONU décline sa réponse sur le plan sanitaire, humanitaire et socio-économique. Dans ce cadre, l'ensemble des fonds et programmes de développement, sous l'égide des coordonnateurs résidents et avec l'assistance technique du PNUD, ont travaillé à la mise en place d'un plan de réponse commun aux impacts socio-économiques de la crise qui se décline en 5 axes prioritaires :

- (i) le renforcement des services et systèmes de santé pendant la crise ;
- (ii) **l'amélioration de la protection sociale** et des services de base ;
- (iii) la protection de l'emploi, des petites et moyennes entreprises et des travailleurs du secteur informel ;
- (iv) la réponse macroéconomique et collaboration multilatérale ;
- (v) le renforcement de la cohésion sociale et de la résilience communautaire.

Basé sur le rapport du Secrétaire général des Nations Unies sur les impacts socio-économiques de la crise du COVID-19, **ce cadre s'inscrit en complémentarité de la stratégie de réponse sanitaire de l'OMS et du plan global de réponse humanitaire au COVID-19**. Il sera en partie financé par le fonds multipartenaires de réponse au COVID-19 dont les besoins sont estimés à 2 Md USD, ainsi que par la reprogrammation de **fonds décidée en lien avec les autorités locales à l'échelle de chaque pays** et en fonction des besoins.

➔ <https://unsdg.un.org/resources/un-framework-immediate-socio-economic-response-covid-19>

➔ <http://mptf.undp.org/factsheet/fund/COV00>

Reprogrammation des projets PNUD en Afrique, à titre d'exemple

➔ <https://www.africa.undp.org/content/rba/en/home/covid-19-pandemic-response/undp-response-by-country.html>

BANQUE ASIATIQUE DE DEVELOPPEMENT (BASD)

☑ www.adb.org

👤 Pierre-Emmanuel BELUCHE, Administrateur pour la France ☒

👤 Anna AUSTRIA, conseillère marchés, Business France ☒

► Focus : la BASD mobilise 20 milliards de dollars pour lutter contre la crise du COVID-19 en Asie-Pacifique


La Banque asiatique de développement (BASD) a annoncé le 13 avril un [paquet financier d'une ampleur de 20 Md\\$](#). Il s'agit d'un effort supplémentaire de 13,5 Md\$ par rapport au paquet initial de 6,5 Md\$ annoncé le 18 mars. Ce dispositif s'appuie essentiellement sur : (i) la reprogrammation de 20% du plan d'affaires en 2020 ; (ii) l'élargissement de plusieurs facilités de soutien au secteur privé, dans les domaines du financement du commerce (trade finance), des chaînes d'approvisionnement (supply chain) et de la microfinance ; (iii) la mobilisation de plus de 500 M\$ de subventions, sous forme d'assistance technique et de soutien budgétaire aux pays les plus pauvres et les plus fragiles ; et (iv) un apport massif de prêts souverains contra-cycliques pouvant atteindre 16 Md\$, dont 2 Md\$ sous forme de prêts concessionnels, qui seront octroyés de manière coordonnée avec les autres organisations internationales, en particulier le FMI et l'OMS. Ces ressources financières s'accompagnent d'un certain nombre de mesures visant à adapter et accélérer les procédures de la Banque, en matière de préparation, d'approbation et de financement de projets, comme pour la passation des marchés. Ces mesures doivent s'appliquer pour une période initiale de 15 mois.


La BASD a déjà approuvé de tels soutiens d'urgence en Afghanistan (40 M\$), au Bangladesh (500 M\$), au Bhoutan (20 M\$), en Inde (1,5 Md\$), en Indonésie (1,5 Md\$), au


Kirghizistan (50 M\$), en Mongolie (30 M\$) et aux Philippines (1,5 Md\$), tandis que de nombreux autres projets sont en cours de préparation. En outre, environ 100 M\$ de projets, de plus faible montant unitaire, ont été adoptés dans plus de 25 pays, en vue de financer et approvisionner des biens et équipements médicaux, en lien direct avec la situation d'urgence sanitaire. Face aux tensions qui pèsent sur les chaînes d'approvisionnement, les équipes de la BASD effectuent un exercice inédit d'identification de l'offre, en s'appuyant sur le réseau d'attachés commerciaux des Etats actionnaires pour contacter les entreprises, ainsi qu'en mobilisant le système des Nations unies.

La crise sanitaire est susceptible de retarder certains projets en cours, en particulier en termes de réalisation de travaux, où des suspensions de contrats ont déjà été actées, ou d'attribution de nouveaux marchés pour les financements récemment engagés. Elle pourra aussi affecter les projets à venir, dont certains feront l'objet d'une reprogrammation, quand d'autres pourraient être reportés à l'année prochaine. En tout état de cause, les priorités stratégiques de long-terme de la BASD demeurent, notamment en matière de lutte contre le changement climatique, de préservation de l'environnement ou de promotion des villes durables ([Stratégie 2030](#)). Les entreprises ont et auront un rôle déterminant à jouer dans la réussite d'une reprise économique soutenable.

Brèves et liens utiles :

 La situation sanitaire remet en cause l'organisation d'évènements institutionnels ou de relation avec les entreprises dans les prochains mois. La foire d'opportunités d'affaires (Business Opportunity Fair), qui devait se tenir en Ouzbékistan en septembre, sera vraisemblablement annulée.

 Les séminaires tels que l'Asia Clean Energy Forum, programmé du 15 au 19 juin à Manille, devraient être adaptés en format virtuel.

 L'assemblée annuelle est reportée au 18-21 septembre, à Incheon, en Corée du Sud.

[BANQUE INTERAMERICAINE DE DEVELOPPEMENT \(BID\)](#)

 www.iadb.org

 Patrick HERVE, Administrateur suppléant pour la France 

► Focus : réponse du groupe BID à la crise du covid 19 dans la région Amérique latine – Caraïbe

Les trois composantes du groupe BID (BID pour les projets avec garantie souveraine, BID Invest pour les projets privés et BID Lab pour les petits projets innovants et à haut risque) vont consacrer la **totalité de leurs programmes d'intervention pour 2020** à la réponse à la crise en y ajoutant la réorientation de projets à garantie souveraine non encore décaissés, en accord avec les pays emprunteurs, et un volant supplémentaire d'approbations qui pourrait être décidé en juin. Actuellement, les interventions prévues sont les suivantes :

1. Pour la partie souveraine (BID) :

- 2,5 Md USD de reformulation de prêts accordés mais non décaissés -sur un total non décaissé de 26 Md USD-, à raison d'un maximum de 10% des fonds non décaissés ou 50 MUSD par emprunteur (qui peuvent être plusieurs dans un même pays) ; ces fonds feront l'objet de mesures permettant leur décaissement rapide en réponse aux urgences sanitaires.
- 332 MUSD de prêts existants dans le domaine de la santé et redirigés vers la réponse aux urgences sanitaires

- **3,2 Md USD de prêts de l'enveloppe 2020 restant à programmer à fin mars** seront affectés à la réponse à la crise dans les secteurs prioritaires de la santé, **de la mise en place et en œuvre de filets de sécurité pour les populations vulnérables et la productivité et le soutien à l'emploi (PME en particulier)**. Les petits pays vulnérables de la région seront prioritaires. La demande exprimée par les pays dans ce cadre dépasse 7 Md USD et la banque se coordonne avec les autres bailleurs comme le FMI et la Banque mondiale et les autres banques régionales pour optimiser leurs réponses.
 - **Les quelque 9 Md USD de l'enveloppe 2020 déjà programmée mais à peine engagée (755 MUSD à fin mars) feront l'objet de discussions avec les pays** pour les réaffecter à la réponse à la crise.
 - **800 MUSD pourraient être rajoutés en juin 2020 à l'enveloppe de prêts** décidée fin 2019 pour 2020.
 - La BID favorisera autant que possible les instruments financiers à décaissement rapide. En chiffres bruts, les décaissements passeraient de 9,7 à 15,2Md USD en 2020 (contre 12.5 Md USD initialement prévus) et en chiffres nets de 3,2 à 8,5 Md USD.
2. Pour la partie privée (BID Invest) :
- **Le programme d'opérations de 4,5 Md USD approuvé pour 2020, dont 1 Md USD de financement à court terme du commerce (TFFP), sera alloué en fonction de critères de réponse à la crise.** BID Invest a décidé de le compléter **d'une enveloppe** supplémentaire de 2 Md USD de financement à court terme TFFP, à fort effet contra cyclique, qui a été approuvée.
 - BID Invest a également mis en place une facilité spéciale de réponse à la crise (CMF) de 500 MUSD destinée à soutenir ses clients existants et leurs projets liés à la crise du Covid 19.
3. Pour la partie BID Lab :
- **BID Lab affectera la totalité de son volume d'approbation de 2020 restant, soit 70 MUSD, de liquidités afin de répondre aux besoins de financements de court et moyen terme des nouvelles pousses affectées dans la zone**

Hors réorientations de projets non décaissés et volumes d'approbations déjà prévus pour 2020, l'effort supplémentaire du groupe BID pour faire face à la crise se limite pour l'heure aux 2,5 Md USD de BID Invest auxquels pourraient se rajouter 800 MUSD en juin.

Le surplus de décaissements par rapport à des financements de projets traditionnels peut être également considéré comme une mise à disposition de fonds nouvelle en 2020.

Ces efforts sont à réaliser sans attenter à **l'équilibre financier, qui reste très solide, des composantes du groupe**. Néanmoins, les perspectives économiques de la région sont dégradées et les notations de plusieurs pays sont appelées à souffrir, nécessitant une attention et une réactivité particulières de la part du groupe.

📄 Brèves et liens utiles :

📅 En raison de la crise sanitaire, l'assemblée annuelle du groupe BID qui était prévue à Barranquilla (Colombie) du 18-22 mars 2020 a dû être reportée aux 9, 10, 11, 12 et 13 septembre et se **tiendra adossée à l'élection du nouveau président du groupe pour une période de 5 années**. L'assemblée annuelle suivante se tiendra à Santiago du Chili en 2021.

📅 **L'élection du nouveau président** du groupe BID est prévue le 14 septembre 2020 à Barranquilla.

BANQUE EUROPEENNE POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DEVELOPPEMENT (BERD)

☑ www.ebrd.com

👤 Alain BEAUVILLARD, Administrateur suppléant ✉

► Focus : la BERD adopte un paquet global de réponse à la crise et renforce sa coopération avec les autres IFIs

Les pays d'opérations de la BERD sont tous directement et profondément affectés par la crise du COVID-19. Selon les premières estimations du département d'analyse économique de la Banque, une contraction moyenne de l'ordre de 3% serait attendue en 2020 sur l'ensemble des régions couvertes par la Banque. L'impact serait toutefois différencié selon les réponses apportées par les gouvernements et les vulnérabilités respectives de chaque pays, notamment en termes de structure de production et de marché du travail, de degré d'intégration dans la chaîne de valeur globalisée et de niveau de dépendances aux ressources naturelles et aux transferts de fonds.

En réponse à la crise, le conseil d'administration de la Banque a approuvé le 13 mars dernier un premier volet (*Resilience Framework*) dans le cadre d'un paquet global de réponse à la crise (*Solidarity Package*). Cette **facilité d'urgence** prévoyait 1 milliard d'euros pour couvrir les besoins de liquidités immédiats (*trade finance, working capital* et autres instruments de liquidité, y compris en monnaie locale) pour les clients existants de la Banque, dans les secteurs privés et sous-souverains. Un second volet a été approuvé le 23 avril dernier pour renforcer et compléter cette **facilité d'urgence** de fourniture de liquidités.

Il prévoit une augmentation du montant engagé pour le *Resilience Framework* de 1 à 4 milliards d'Euros pour les soutiens en liquidité, avec ouverture aux sociétés affiliées aux clients actuels et impliqués dans des projets financés par la BERD.

En complément, un programme de soutien aux infrastructures critiques (*Vital Infrastructure Support Programme*) ouvre la voie aux investissements dans le secteur souverain pour permettre d'assurer la continuité du fonctionnement des infrastructures de base (par exemple énergie, transports, infrastructures municipales et gestion des déchets) fragilisées par la crise. Ces programmes peuvent être proposés très rapidement aux clients grâce à des procédures accélérées d'approbation internes.

Afin d'appuyer la mise en œuvre de ces projets sur le terrain, la Banque a également décidé de remobiliser 200 millions d'Euros dans le cadre du *Shareholder Special Fund*, fonds destiné à financer l'assistance technique, les prêts concessionnels et les subventions.

En parallèle, depuis le début de la crise, la Banque est à l'écoute des clients privés faisant face à des problèmes de liquidité pour étudier la possibilité d'un rééchelonnement de leurs remboursements à la BERD. Elle poursuit également son action de conseil à destinations des PME.

Au total, la BERD se dit prête à déployer 21 milliards d'Euros pour faire face à la crise et soutenir la relance sur la période 2020-21, à travers ses instruments de financement de projets traditionnels, les enveloppes-cadres de financement dédiées (intermédiation bancaire, *Trade Finance, Risk Sharing Facility*), le *Resilience Framework* et le *Vital Infrastructure Support Programme*.

Ces efforts de la BERD s'inscrivent dans le cadre d'une collaboration renforcée avec les autres banques multilatérales de développement et avec les autres acteurs bilatéraux

et multilatéraux du développement européens impliqués dans l'initiative *Team Europe*, notamment sur les questions de co-investissements, de syndications réciproques, de mécanismes de garanties et de partage des risques et de mobilisation de monnaies locales. Afin de réduire ses coûts d'accès à la monnaie locale, la BERD négocie des accords de swap avec des banques centrales de pays d'opération.

Au-delà des engagements en termes d'investissements, la BERD continue de s'engager activement sur le volet du dialogue politique, en particulier sur les questions d'inclusion, de développement durable, soutien aux PME et de résilience des marchés financiers. Sur ce dernier point, la Banque joue un rôle essentiel dans la relance de l'Initiative de Vienne, qui vise à coordonner les mesures de réponse à la crise proposées par les gouvernements et les régulateurs du secteur financier, et dont les thématiques prioritaires portent actuellement sur les cadres de résolutions des créances douteuses et de réglementation du cadre des faillites, le financement de l'innovation, les schémas de garantie et l'union des marchés de capitaux.

 Brèves et liens utiles :

➔ <https://www.ebrd.com/what-we-do/economic-research-and-data/rep.html>

➔ <https://www.ebrd.com/what-we-do/coronavirus-solidarity>

➔ <https://www.ebrd.com/news/2020/ebrd-launches-vital-infrastructure-support-programme.html>

➔ <https://www.ebrd.com/what-we-do/sectors-and-topics/vienna-initiative.html>

FINANCEMENTS EUROPEENS (RP UE)

www.rpfrance.eu

 Roger DEL RIO, chef du Pôle Entreprises et Coopération (PEC) à la Représentation Permanente auprès de l'UE 

► Focus : réponse de l'Equipe Europe à la crise du COVID 19

Le 28 mars, la Commissaire aux Partenariats internationaux, Mme Jutta Urpilainen a appelée l'Union européenne et ses Etats membres, réunis dans une approche « Team Europe » ou « Equipe Europe », à mettre en place une réponse globale à la crise du covid-19 dans les pays partenaires.

Le 8 avril, par une communication conjointe de la Commission européenne et du Haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, une enveloppe de 15,6 Md€ a été annoncée pour répondre à cette crise autour d'un programme d'actions à plusieurs niveaux :

- Réaction d'urgence à court terme pour faire face à la crise sanitaire et aux besoins humanitaires,
- Soutien au renforcement des systèmes de recherche, de santé et de distribution d'eau,
- Atténuation des conséquences économiques et sociales.

Cette approche, approuvée lors d'une réunion informelle des ministres du développement le 8 avril, consiste à combiner les ressources collectives de l'UE, de ses Etats membres, de leurs opérateurs du développement respectifs ainsi que des institutions financières européennes (BEI, BERD).

Ce montant a été complété par une communication sur l'assistance macro-financière aux 10 pays voisins de l'Europe permettant d'ajouter 3 Md€ supplémentaires et par les ressources des Etats membres à hauteur de 4 Md€.

Au total ce sont donc plus de 20 Md€ que l'Equipe Europe va mobiliser pour soutenir les pays partenaires dans la lutte contre la pandémie et ses conséquences.

Communication du 8 avril :

➔ <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:52020JC0011&from=EN>

Communiqué de presse :

➔ https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_20_604

Communiqué de presse du 22 avril :

➔ https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_20_716

Vidéoconférence des ministres des affaires étrangères (développement), 8 avril 2020

➔ <https://www.consilium.europa.eu/fr/meetings/fac/2020/04/08/>

TABLEAU DE SYNTHÈSE / MESURES PRISES PAR LES DIFFÉRENTES IFIS

Institution	Volume	Instruments	Durée
Groupe BAfD	10,1 Mds USD (7 Mds UC), approuvé	<p>Paquet de <u>10,1 Mds USD (7,4 Mds UC)</u> approuvé par le Conseil d'administration le 8 avril, grâce à une réorientation massive vers les appuis budgétaires, décomposé comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - <u>Jusqu'à 5,6 Mds USD en souverain</u> ; - <u>Jusqu'à 3,1 Mds USD</u> en opérations souveraines et régionales pour les pays FAD ; - <u>Jusqu'à 1,4 Mds USD en non-souverain</u>. <p>Les ressources proviendraient de fenêtres souveraine et non-souveraine de la Banque, des fonds non utilisés du FAD-14 et du frontload du FAD-15 ainsi que de la réorientation des prêts annulés.</p>	
Groupe BAsD	Env. 20 Mds USD, approuvé	<p>Paquet de 20 Mds USD approuvé par le CA le 13 avril, dont :</p> <p>Environ 18 Mds USD en opérations souveraines, dont : (i) 15,5 Mds USD afin de répondre aux effets macroéconomiques et budgétaires de la crise, dont 2,5 Mds USD de ressources concessionnelles et dons; et (ii) 2,5 Mds USD d'opérations souveraines en soutien à des projets et programmes liés à la réponse à la crise.</p> <p>Environ 2 Mds USD en non souverain, notamment en soutien au commerce et supply chain, soutien aux PME (notamment en soutien aux femmes).</p>	Période initiale de 15 mois pouvant être étendue jusqu'à deux ans, sous réserve d'une revue et approbation par le conseil d'administration

AIIB	10 Mds USD (initialement)	<p><u>Crisis Recovery Facility (CRF) de 10 Mds USD (montant initial)</u>, approuvée par le Conseil d'administration le 16 avril. La CRF constitue un ensemble de règles dérogatoires dans le cadre desquelles seront adoptés des projets visant à répondre à l'épidémie de Covid-19 et à la crise. A ce titre, elle n'est pas spécifiquement dotée d'un montant, mais jusqu'à 10 Mds USD pourront être mobilisés dans ce cadre dans un premier temps (cf. colonne suivante).</p> <p>Caractéristiques dérogatoires :</p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>Policy-based lending</i> mais seulement en cofinancement avec la Banque mondiale ou la BASD. - Couverture géographique étendue à tous les pays membres de l'AIIB (clients publics comme privés), sans les restrictions habituelles hormis le seuil de 15% mais avec un focus sur les LICs/MICs. <p>Plus généralement, la facilité a vocation à être flexible et à pouvoir s'adapter aux demandes des pays membres (besoins sur le plan sanitaire, financement d'infrastructures et d'autres secteurs productifs).</p>	<p>Période de 18 mois.</p> <p>Revue déclenchée alternativement par l'un des seuils suivants : (i) au bout de 12 mois ; (ii) une fois 10 Mds USD atteints ; ou (iii) une fois 5 Mds USD en <i>policy-based lending</i> atteints.</p>
BERD	4 Mds € pour les clients existants (pour un plan d'affaires total de 21 Mds € en 2020-2021)	<p>« <u>Resilience Framework</u> » de 4 Mds €, approuvé par le Conseil d'administration le 23 avril, prévoyant un soutien aux clients actuels de la BERD et leurs filiales en cas de difficultés de crédit, concentré sur le secteur privé et sous-souverain.</p> <p><u>Dans le cadre d'un second volet, la BERD fournira un soutien</u> détaillé et ciblé dans tous les secteurs, notamment infrastructures durables, soutien aux PME et tourisme. Ce volet devrait intégrer une plus large palette d'outils, not. pour soutenir les financements en monnaie locale et développer les mécanismes de garanties et de partage des risques, en s'appuyant not. sur des fonds européens</p> <p><u>Proposition d'utilisation du Shareholder Special Fund (SSF) dont réallocation de 200 M€</u> vers des outils de concessionnalité et de subventions pour soutenir les pays et clients les plus fragilisés par la crise.</p> <p><u>Sur le volet Policy</u>, les équipes de la BERD ont relancé l'initiative de Vienne (plateforme d'échanges et de coordination entre acteurs financiers privés et publics) avec la perspective d'une éventuelle extension sur la région méditerranéenne, voir sur</p>	<p>Revue complète avant la fin de l'année, avec un point devant le conseil d'administration tous les mois</p>

		<p>l'ensemble des pays d'opérations de la BERD.</p> <p>Renforcement de <u>l'assistance technique</u> (notamment pour les PME en matière de gestion financière pendant la crise).</p>	
Groupe BEI	<p>28 Mds € de financements mobilisés (PME)</p> <p>+ 5 Mds € de prêts (santé)</p> <p>+ Fonds de garantie de 25 Mds € permettant de mobiliser 200 Mds € de produits financiers</p> <p>+ 5,2 Mds € hors UE</p>	<p>1/ Intra UE :</p> <p>Plan pour mobiliser <u>de 28 Mds € de financements pour soutenir les besoins en liquidité des PME</u> <i>via</i> les garanties du budget de l'UE :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 Md€ de garanties issues du fonds européen pour les investissements stratégiques (FEIS) permettant de mobiliser <u>8 Md€ de financements</u> ; - Repriorisation de 7 Md€ de prêts intermédiés, prêts-cadres existants et opérations de titrisation (ABS) permettant de mobiliser <u>20 Md€ de financements</u> <p>La BEI propose aussi de mettre en place un <u>soutien spécifique pour le secteur de la santé dans l'UE</u>, notamment <i>via</i> des redéploiements de prêts cadre multi-secteurs non déboursés ou non signés, <u>pour un total de 5 Md€ de prêts.</u></p> <p>La BEI a proposé le 23 mars de mettre en place un fonds de garantie de 25 Md€ qui lui permettrait de déployer 200 Md€ de produits financiers (~1000 Md€ en financements mobilisés ?), dont la dotation proviendrait de contributions ou contre-garanties des Etats membres de l'UE. <u>La mise en place de ce fonds fait encore cependant l'objet de discussion entre les Etats-membres de l'UE.</u></p> <p>2/ Hors UE</p> <p><u>5,24 Mds €</u> au minimum (et jusqu'à 6,5 Mds €) pour les secteurs suivants : santé (0,98 Md€), PME (2,95 Mds €), résilience économique (1,06 Md €) et grands groupes (0,25 Md €)</p> <p>Il s'agit d'opérations nouvelles (3,7 Md€ dont 55% pour le secteur privé) et de décaissements accélérés (1,5 Md€).</p> <p>La répartition géographique est la suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Garanties : 145 M€ - Balkans occidentaux : 400 M€ (et jusqu'à 1,7 Md€) - Turquie : 270 M€ - Voisinage : 2 315 M€ - Afrique sub-saharienne : 1 460 M€ - Amérique Latine et Caraïbes : 325 M€ - Asie et Pacifique : 289 M€ <p>PTOM: 36 M€</p>	

<p>Groupe BID</p>	<p>Jusqu'à 14 Mds USD de la BID</p> <p>+ 7 Mds USD de BID Invest</p> <p>+ jusqu'à 75 MUSD d'IDB Lab</p>	<p>1/ Financements sous garantie souveraine (BID) : jusqu'à <u>14 Mds USD</u>, répartis comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réorientation de <u>2,5 Mds USD de prêts accordés mais non décaissés</u> - sur un total non décaissé de 26 Md USD, à raison d'un maximum de 10% des fonds non décaissés ou 50 MUSD par emprunteur - <u>Redirection de 332 MUSD de prêts existants dans le domaine de la santé</u> vers la réponse aux urgences sanitaires - Affectation des <u>3,2 Mds USD de réserve sur la programmation 2020 et le volume de prêts approuvés pour cette année</u> à des projets pour atténuer les effets économiques et sociaux de la crise, notamment envers les populations les plus vulnérables (7 Mds USD de demandes à ce stade) ; - Les <u>9 Mds USD restants de l'enveloppe 2020 déjà programmée mais à peine engagée</u> (755 MUSD à ce jour) font également l'objet de discussions avec les pays emprunteurs pour les réaffecter à la réponse à la crise ; - 800 MUSD pourraient être ajoutés en juin 2020 à l'enveloppe de prêts pour 2020 décidée fin 2019. <p>2/ Non-souverain :</p> <ul style="list-style-type: none"> - BID Invest (filiale dédiée au secteur privé) prévoit une capacité de financements de <u>7 Mds USD</u> en redirigeant le plan d'affaires initial pour répondre aux effets à court et moyen terme de la crise dans la zone Amérique latine et Caraïbes, incluant la <u>création d'une Crisis management facility de 500 MUSD et une enveloppe supplémentaire de 2 Mds USD de financements à court terme en matière de <i>trade finance</i></u>. <p>BID Lab : jusqu'à <u>75 MUSD de liquidités</u> (volume d'approbation restant pour 2020) afin de répondre aux besoins de financements de court et moyen terme des entreprises affectées dans la zone</p>	<p>9 mois</p>
<p>Groupe BISD</p>	<p>2,3 Mds USD (1,2 Md USD approuvés et 1,1 Md USD sous réserve d'approbation)</p>	<p><u>2,3 Mds USD 3R</u> : “Respond, Restore, Restart” Strategic Preparedness and Response Package for COVID-19 Pandemic. Inclut des dons d'urgence, des lignes de financement en matière de <i>trade finance</i> et au bénéfice des PME, des prêts souverains, des PPP et</p>	<p>Court terme : 6/9 mois</p> <p>Moyen, long terme – 18/24 mois</p>

		des instruments de couverture du risque politique. Mise en œuvre à travers (i) l'utilisation de plateformes pays afin d'assurer l'appropriation des pays, l'alignement de la réponse avec leurs politiques de développement et la bonne coordination des parties prenantes, (ii) la création d'un hub numérique global afin de favoriser le partage de connaissance et faciliter le suivi des financements et des opérations.	
--	--	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--

AGENDA

Date	Lieu	Objet	Intervenants Programme	Contacts
26 mai	Webinaire	Covid 19 : l'action des banques de développement face à la crise	https://www2.teamfrance-export.fr/l/591721/2020-04-29/vq5j1z	cecile.antony-clonts@businessfrance.fr
9 juin	Webinaire	Webinaire sur la stratégie et les opportunités d'affaires avec l'Asian Infrastructure Investment Bank (AIIB), organisé conjointement par MEDEF International et Business France		nathalie.issa@businessfrance.fr adersu@medef.fr
2 ^e quinzaine de juin	Webinaire	Webinaire avec la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) sur l'Asie Centrale (Kazakhstan et Ouzbékistan)		adersu@medef.fr

Objectif Développement est une publication bimestrielle de la DG Trésor réalisée en partenariat avec Business France et le Medef International



Directeur de la publication : Odile Renaud-Basso,
Directrice générale du Trésor

Rédacteur en chef : Christophe Morchoine –
christophe.morchoine@dgtresor.gouv.fr

Direction générale du Trésor - Ministère de l'Économie et des Finances

Adresse: 139 rue de Bercy - 75572 Paris Cedex 12

www.tresor.economie.gouv.fr

Suivez-nous sur [Twitter](#)  et sur [LinkedIn](#) 